

soixante-dix-sept États membres des Nations Unies, soit bien plus de la moitié du nombre total des membres, unis dans leur commune pauvreté ont fait part au monde de la nécessité d'un effort international plus intense en matière de développement économique.

Bien que l'organisme établi à cette Première Conférence ne soit à l'oeuvre que depuis à peine trois ans, il a déjà beaucoup fait pour attirer l'attention du monde, de façon plus frappante que jamais, sur tous les problèmes qu'il faut affronter, si nous voulons réussir dans la tâche immense du relèvement du niveau de vie chez les nations peu favorisées. L'aide est une des formes de lutte contre la pauvreté et l'organisme formé par la Première Conférence s'est employé à favoriser l'étude des moyens d'accroître le rendement des pays pauvres et ceux d'améliorer les modalités de l'assistance que les nations industrialisées mettent à la portée des nations insuffisamment développées. Toutefois, si ces dernières doivent acquérir un jour les moyens de financer les importations essentielles à leur développement, il faut que les bénéfices tirés de leurs exportations aux divers pays augmentent de beaucoup. Voilà qui implique aussi la nécessité d'améliorer les conditions de mise en marché des matières premières que ces nations vendent à l'extérieur et d'opérer les redressements qui leur permettront d'accroître et de diversifier leurs ventes de produits manufacturés.

En tant que nation dépendante de l'expansion du commerce international, le Canada appuie les innovations sagement conçues qui entraîneront une participation accrue de toutes les nations au régime du commerce international. A la longue, nous croyons que tous y gagneront si le plus grand nombre possible de pays peuvent tirer leur prospérité de l'expansion du commerce mondial.

La Seconde Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, convoquée en Inde pour le début de 1968, fournira l'occasion de faire un retour sur ce qui s'est accompli depuis 1964; elle déterminera la marche à suivre dans nos efforts futurs pour amplifier et rehausser l'efficacité de l'aide au développement et pour améliorer les facilités commerciales accessibles aux pays à faible revenu.

Pour le profane comme pour le spécialiste, les problèmes du développement économique et du commerce international sont complexes et souvent difficiles à cerner; c'est encore plus ardu lorsqu'il s'agit de trouver des solutions. Il reste clair que l'avenir, la prospérité et la sécurité de notre pays dépendent, dans une grande mesure, de la réaction du Canada et des autres pays économiquement forts en face des besoins des pays sous-développés. Quelles que soient les difficultés, nous ne pouvons les éviter.

C'est pour moi une source de grande satisfaction de voir que grâce à ses programmes d'aide, le Canada a pu, au cours des dernières années, accroître son apport au développement international. Ainsi que plusieurs d'entre vous le savent, le Gouvernement a accepté comme objectif pour ce qui est de la quote-part du Canada en matière d'aide au développement, la